

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA

RUFFY
42210 Bellegarde-En-Forez

Références : UID4243-MEA-024-0312
Code AIOT : 0006101138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA implanté Ruffy 42210 Bellegarde-en-Forez. L'inspection a été annoncée le 08/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA
- Ruffy 42210 Bellegarde-en-Forez
- Code AIOT : 0006101138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 4 février 2013 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 Mt/an, et en moyenne, de 1.4 Mt/an.

Cette carrière produit plusieurs types de matériaux dont des gravillons lavés, du sable à béton et du ballast.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Conditions d'exploitation
- Remblais
- Eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 18.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Conditions d'exploitation / Suite de l'inspection de 2022	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 20, 24	Demande d'action corrective	6 mois
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 21	Demande d'action corrective	
4	Conditions d'exploitation / Modification	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 1, 19, 76	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Conditions d'exploitation / Suite de l'inspection de 2022	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 23.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 36.2	Sans objet
7	Eau / suite signalement 2023	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3	Sans objet
8	Poussière	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 34.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation présente un retard important par rapport au phasage initial, qui s'explique par plusieurs facteurs (marché en baisse, phasage optimiste, difficultés techniques...). La mise en conformité des fronts n'est toujours pas effective et a peu évolué depuis les précédentes inspections, aussi est-il proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Depuis 2022/2023 l'exploitant réalise d'importants travaux de remblais au niveau de la carrière, en lien avec des difficultés à trouver des exutoires et au retard de phasage. Ces chantiers ont lieu sur

des zones qui n'avaient pas vocation à être remblayées, voir totalement hors périmètre d'autorisation, hors de tout cadre ICPE et sans information préalable de l'inspection, dans des proportions importantes. Cette non-conformité majeure amène également l'inspection à proposer une mise en demeure de régularisation.

D'autres non-conformités sur le bornage et la gestion de terres végétales nécessitent la mise en place d'actions correctives. La gestion des rejets aqueux et des vibrations sont conformes à l'APA, et n'appellent pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 18.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tout points nécessaires pour déterminer ledit périmètre [...] Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur
Constats : Aucune borne n'a pu être identifiée sur le site. Aucun piquetage n'a pu être observé sur les travaux de remblaiement visités. La bande des 10 mètres voire le périmètre autorisé ne sont pas respectés au niveau de plusieurs remblais/réaménagements récents (Voir point 5). Un clôturage est bien présent autour de la carrière, cependant il a été déplacé en plusieurs points suite aux différents chantiers hors périmètre entrepris.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rendre son bornage visible et accessible, sous un délai d'un mois. Il est également rappelé que le piquetage matérialisant la limite d'arrêt des travaux doit être systématiquement mis en œuvre préalablement à tout chantier proche de la limite du périmètre autorisé, et doit subsister jusqu'à la fin du réaménagement dans ce secteur. Le clôturage sécurisant le périmètre doit subsister à tout moment, notamment au vu des enjeux environnants (présence d'habitations, de bétail...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions d'exploitation /Suite de l'inspection de 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 20, 24
Thème(s) : Autre, Production, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : La production annuelle est fixée à 2 000 000 tonnes au maximum La production moyenne est fixée à 1 400 000 tonnes par an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 5 du présent arrêté . Le phasage d'exploitation (cf. plan annexé « Phasage d'exploitation coordonné à la remise en état ») doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
Constats : Dans la continuité des inspections précédentes, le volume extrait est d'environ 1,1 Mt/an ce qui entraîne un retard de phasage. L'exploitation des prochaines années s'oriente vers le nord-est conformément à l'AP. Au niveau du phasage, l'avancement de l'exploitation comme du réaménagement correspond encore à la phase 1 anticipée dans le dossier d'autorisation de 2012, soit un retard d'environ 8 ans sur le phasage programmé. Ce retard peut s'expliquer majoritairement par une activité en deçà de la moyenne prévue dans l'AP du 04/02/2013, et un phasage initial ambitieux (basé sur un rythme d'extraction de 2Mt/an). L'exploitant souhaite déposer un PAC avant la fin d'année 2024 présentant un phasage plus en adéquation avec le rythme réel d'exploitation. De plus l'exploitant rencontre des difficultés techniques à approfondir le carreau de 420 m à 370 m NGF (gestion de l'eau). Le maintien du carreau à 420 NGF participe au retard dans le phasage, complique la mise en conformité des fronts et provoque une problématique de stockage des terres de découverte. Le nouveau phasage prévu dans le PAC en cours de constitution proposera une modification de l'exploitation au niveau du carreau et des solutions aux problématiques générés par ce maintien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déposer sous 6 mois un Porter à Connaissance proposant un phasage correctif en accord avec les conditions actuelles de l'exploitation. Il est important que ce PAC anticipe bien les problématiques générées par la modification de l'exploitation et présente des solutions crédibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 21
Thème(s) : Autre, Terres végétales
Prescription contrôlée : Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. A ce titre, le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 à 2,5 mètres. Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.
Constats : Le dépôt de terres végétales est bien indiqué sur le plan d'exploitation. Ce dépôt existe depuis 2022 et s'agrandit depuis. Il mesure environ 6 mètres de haut lors de l'inspection, sur un terrain en pente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ramener ce stockage à une hauteur respectant les prescriptions de l'AP et permettant le maintien de ses caractéristiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Conditions d'exploitation / Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 1, 76, 23.3
Thème(s) : Autre, Respect du périmètre d'autorisation
Prescription contrôlée : Le périmètre d'autorisation comprend la zone d'extraction, la zone des installations de traitement des matériaux et les aires de stockages et de chargement. Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière [...] ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

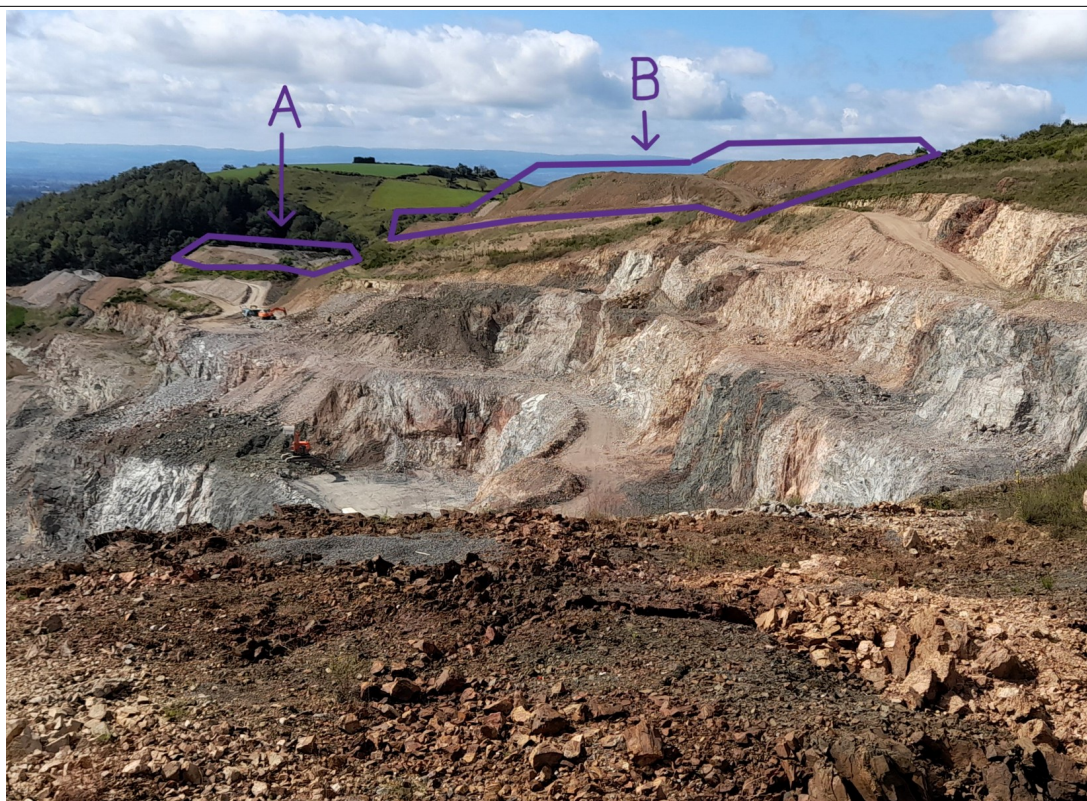
Constats :

L'inspection a relevé un non-respect du périmètre d'autorisation sur les parcelles suivantes : 0418, 0424, 0754, 0808, 0809, 2194, 2228. L'exploitant effectue sur ces différentes parcelles des remblais hors périmètre, comme visible sur le plan d'exploitation de janvier 2024 annoté ci-dessous.



Il est à noter que l'exploitant possède la maîtrise foncière de tous les terrains concernés. Ces remblais peuvent être séparés en 3 zones :

- zone A (0418, 0424, 2194) : dans la suite de la partie sud-ouest de la carrière consacrée aux remblais, l'exploitant a étendu à partir de 2023 ces remblais de terres de découverte hors du périmètre autorisé, dans des volumes non négligeables.
- zone B (0754, 2228) : l'exploitant réalise depuis 2022 un exhaussement de terrains jouxtant la carrière au moyen d'une piste créée depuis la carrière, en utilisant les terres de découverte générées par l'avancée de l'exploitation. Des dires de l'exploitant l'aplanissement des terrains permettra au voisin agriculteur qui les utilise de s'en servir comme pâturage pour son bétail. Ce remblai est effectué sans aucune autorisation ni information au préfet, sur des volumes importants (150 000 -300 000 m³), et un exhaussement supérieur à 12 m par endroit.



- Zone C (0808, 0809) : il s'agit d'une zone réaménagée au moyen de terres de découvertes et de terres végétales, sur laquelle des haies ont été plantées. Le chantier a eu lieu en 2023 et a rehaussé le terrain d'environ 5 mètres. La zone en question devait être laissée inchangée et une partie de ce remblai s'est poursuivie hors périmètre, dans des proportions plus faibles qu'en A et B. Le déplacement des clôtures autour de ce réaménagement montre cependant que l'exploitant était conscient de travailler hors périmètre, malgré l'absence de bornage.

Les remblais effectués en zone A et B au moins peuvent être considérés comme une extension illégale de carrière, de part l'ampleur des chantiers et la connexité évidente avec la carrière. De plus ils constituent des masses importantes en surplomb de l'exploitation qui n'étaient pas anticipées lors des études associées au dossier de demande, et dont la stabilité n'est pas certaine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'activité entreprise par l'exploitant sur les parcelles précitées ne respecte pas le périmètre autorisé dans l'APA, ni les plans contenus dans le dossier de demande. L'exploitant est tenu de stopper immédiatement son activité de remblaiement hors du périmètre d'autorisation, et de sécuriser les chantiers vis-à-vis de l'extérieur jusqu'à leur régularisation.

Concernant les remblais existants, l'inspection propose que la société Carrières de la Loire soit mise en demeure de régulariser sa situation vis-à-vis de son Arrêté Préfectoral d'Autorisation sous un délai de trois mois. Cette régularisation pourra se faire :

- Soit par le retrait des remblais hors périmètre dans ce délai de trois mois et la remise en état des terrains conformément à leur vocation initiale (Respect de l'Article 1 de l'AP du 04/02/2013).
- Soit par le dépôt sous trois mois d'un dossier de modification, dont le caractère substantiel ou

non sera instruit par la DREAL, dans l'objectif d'intégrer ces remblais au périmètre ICPE. (Régularisation vis-à-vis de l'Article 76 de l'AP du 04/02/2013).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions d'exploitation /Suite de l'inspection de 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 23.1
Thème(s) : Autre, Extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.</p> <p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Les deux gradins les plus anciens ont une hauteur supérieure à 15 mètres. Pour ces deux gradins, la hauteur maximale de 15 mètres doit être rétablie au plus tard le 31 décembre 2022.</p> <p>Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 370 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale suffisante déterminée en prenant en compte les différents risques liés à l'exploitation et les caractéristiques des engins. La largeur minimale de banquette, dûment justifiée, est indiquée dans le document de sécurité et de santé. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les gradins sont accessibles et les banquettes les séparant sont de largeur suffisante. Des non-conformités subsistent sur les fronts historiques, à partir du carreau il est observé une hauteur de 23 m pour le 1er gradin et de 27 m pour le second.</p> <p>Les fronts actifs sont également en non-conformité dans la partie NO de l'exploitation, avec un front de 19 m entre le deuxième et troisième gradin et un front de 20 m entre le 3ème et 4ème gradin.</p> <p>Il a été noté lors de l'inspection la difficulté de l'exploitant à ramener les fronts historiques (1^{er} et 2ème gradins) à une hauteur conforme, en lien avec le non-respect du phasage d'exploitation prévu dans l'APA de la carrière.</p> <p>Ces non-conformités ont cependant été relevées à de multiples reprises par l'inspection dans le passé (2020, 2021, 2022). L'exploitant s'était engagé dans une lettre du 8 février 2021 à déposer un PAC pour début 2022 qui n'a jamais été déposé. Il n'y a pas eu de réelles évolutions de la situation depuis les précédentes visites, malgré des tirs de mine réguliers sur ces fronts.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection une ébauche de phasage révisé de l'extraction qui inclut une mise en conformité des fronts, mais sur un horizon lointain (15 ans).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des non-conformités importantes et durables de certains fronts d'exploitations, actifs et</p>

historiques, du danger potentiel créé par le maintien de hauteurs trop importantes sur une longue période, et de l'absence d'évolution notable de la situation, l'inspection propose la mise en demeure de Carrières de la Loire de se conformer à l'article 23.1 de son Arrêté d'Autorisation sous trois mois.

Dans le cas où l'exploitant ne pourrait pas se mettre en conformité dans le délai imparti, il faudra alors :

- Justifier les raisons de ce retard ;
- Proposer un plan de mise en conformité des fronts associé à un échéancier réaliste ;
- Justifier de la stabilité des fronts concernés jusqu'à leur mise en conformité.

Et, le cas échéant, mettre en œuvre les actions de sécurisation nécessaires

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 36.2

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction.

Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum chaque année.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conforme.

Constats :


Carrières de la Loire a investi dans un sismographe en plus de ceux déposés par le prestataire qui ont fait défaut sur certains tirs. Le protocole de mesure des vibrations est bien défini et l'exploitant prend soin à disposer les sismographes au niveau des habitations les plus concernées lors de chaque tir. Il a su présenter un historique des mesures de vibrations lors de l'inspection, ainsi qu'un fichier SIG permettant d'identifier précisément la distance entre le tir et les mesures pour chaque tir. Les riverains les plus concernés sont bien avertis avant chaque tir, par appel ou SMS.

Aucun dépassement des valeurs réglementaires n'est observé, certains tirs atteignent tout de même le seuil des 4 voire 5 mm/s sur certaines habitations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Continuer de suivre précisément chaque tir et proposer éventuellement des adaptations sur les tirs si les valeurs au-delà de 4 mm/s (correspondant au seuil de gêne) persistent dans le temps au niveau des habitations

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Un contrôle annuel de la qualité des rejets sera réalisé à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH,• MEST,• DCO,• Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées. Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont entièrement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.
Constats : Aucun dépassement mesuré, il est cependant à noter que l'évacuation des eaux se fait par des points multiples. Des mesures dans l'Anzieux, en amont et aval de la carrière complètent les contrôles. Une pollution avait été signalée à l'OFB en septembre 2023, sous la forme de dépôts blanchâtres dans l'Anzieux en aval de la carrière. L'exploitant y avait répondu sans parvenir à identifier l'origine de cette pollution. Un nouveau signalement a eu lieu auprès de l'UD en septembre 2024, pour une couleur marron dans l'Anzieux, mais il est difficile de faire le lien avec l'activité de la carrière.


Des travaux ont eu lieu sur un regard en sortie de l'installation de lavage de gravillon pour l'étanchéifier entièrement, suite au signalement de 2023, en le réhaussant (voir photo) et ainsi diminuer le risque de pollution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre la recherche de points sensibles à améliorer dans sa gestion de l'eau afin de prévenir toute pollution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 34.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées de poussière
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière [...] <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de capteurs sont effectuées en période sèche, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. les prélèvements et mesures sont effectués selon les normes en vigueur (500mg/m²/j sur une moyenne annuelle).</p> <p>Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, chaque année.</p>
Constats : L'exploitant a transmis le bilan des campagnes de mesures de retombées de poussières réalisées entre mars 2022 et février 2024. Les mesures sont conformes au seuil réglementaire pour la concentration annuelle moyenne glissante. Des dépassements ponctuels du seuil de 500mg/m ² /j ont eu lieu en juin-juillet 2022 et 2023 pour la station H2, mais il s'agit principalement de poussières organiques (à 75%) ce qui pourrait s'expliquer par l'activité agricole durant ces périodes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à l'article 19.6 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, les campagnes de mesures se feront désormais selon un rythme semestriel.
Type de suites proposées : Sans suite